



## **Consultation publique sur le développement de capacités fermes de transport de gaz naturel de la France vers la Belgique**

EDF accueille favorablement la présente consultation de la Commission de Régulation de l'Energie (CRE) sur le développement de capacités fermes de transport de gaz naturel de la France vers la Belgique.

Le développement de telles capacités constitue, en effet, une avancée importante vers une meilleure intégration des marchés nationaux en Europe. Cette évolution répond par ailleurs à un réel besoin du marché français qui peine à se développer notamment en raison des contraintes techniques lourdes qui pèsent actuellement sur l'exportation de gaz naturel depuis la France vers les marchés adjacents de l'Europe du Nord-Ouest. Enfin, il s'agit d'un élément important de la réussite du projet de terminal méthanier de Dunkerque LNG.

EDF souligne la nécessité de déterminer un niveau tarifaire conforme aux fondamentaux économiques. En effet, dès lors que cet investissement est profitable à la collectivité dans son ensemble, il convient de fixer le tarif spécifique de ces capacités à un niveau acceptable pour permettre l'engagement à long-terme des souscripteurs et donc la réalisation de cette infrastructure.

### **Q1 Pour vous, la mise en place de capacités fermes physiques de la France vers la Belgique par le biais de la création d'un nouveau point d'interconnexion présente-t-elle un intérêt ?**

EDF accueille favorablement la mise en place de capacités fermes physiques de la France vers la Belgique par le biais de la création d'un nouveau point d'interconnexion.

Le développement de capacités fermes France-Belgique, qui a été demandé par la Commission européenne lors des engagements pour la fusion de Gaz de France et Suez, est également un élément central du projet de règlement sur la sécurité d'approvisionnement en gaz. La nécessité de développer de telles capacités repose, d'une part, sur l'absence totale à l'heure actuelle de capacités fermes France-Belgique et, d'autre part, sur la remise en cause potentielle du sens du flux entre la Belgique et la France à l'horizon 2015. L'existence de capacités fermes France-Belgique bénéficierait alors de manière significative à l'ensemble des acteurs des marchés gaziers en France et en Belgique. En effet, elles contribueraient à renforcer l'attractivité du PEG Nord en lui donnant un exutoire au nord et à développer la liquidité sur les marchés nord-européens. Ces éléments favoriseraient alors l'émergence à la fois d'un marché européen unifié du gaz et d'un prix de référence du gaz au niveau européen. La création d'un nouveau point d'interconnexion France-Belgique à Veurne permettrait de lever de manière économiquement satisfaisante et durable le frein à la création de capacités fermes France-Belgique que représentent les différences d'odorisation sur les réseaux belges et français.

Par ailleurs, la création d'une interconnexion France-Belgique à Veurne ouvrirait aux usagers du terminal méthanier de Dunkerque LNG (TM), la possibilité d'exporter vers la Belgique des volumes de GNL déchargés au TM dans des conditions économiquement satisfaisantes. Cette capacité d'exportation, affranchie des coûts induits par une désodorisation à Taisnière, représente un attrait pour les expéditeurs potentiels du TM.



**Q2 Que pensez-vous des produits de capacité de sortie au point d'interconnexion de Veurne envisagés dans l'Open Season entre la France et la Belgique ?**

EDF est favorable à ce que soient proposés deux types de capacités de transport au point d'interconnexion de Veurne.

Ces produits de capacités permettent en effet de répondre à l'ensemble des besoins des expéditeurs, notamment à ceux des futurs utilisateurs du TM.

Les capacités conditionnelles accessibles aux expéditeurs présents dans le TM devraient toutefois bénéficier d'un tarif réduit en raison des éléments exposés plus amplement dans la réponse à la question 4.

**Q3 Que pensez-vous de l'application d'un terme tarifaire de proximité pour les expéditeurs acheminant du gaz vers la nouvelle interconnexion de Veurne depuis le PIR Dunkerque ou le terminal méthanier de Dunkerque LNG ?**

L'application d'un terme tarifaire de proximité pour les expéditeurs acheminant du gaz vers la nouvelle interconnexion de Veurne depuis le PIR Dunkerque ou le TM est justifiée à condition que ce tarif corresponde aux fondamentaux économiques d'un transport de grande capacité sur une très courte distance. Un tel tarif économiquement justifié permettra à certains expéditeurs de s'engager à long terme et donc à l'interconnexion d'être construite, laquelle bénéficiera en retour à tous les acteurs du marché.

*A contrario*, un tarif de transport de proximité supérieur au coût économique conduirait à participer au financement de l'ensemble du réseau, qui est déjà financé par les autres termes de capacité exigés pour l'accès au réseau GRTgaz, sans pour autant en utiliser les réseaux.

Enfin, EDF constate que le terme tarifaire de proximité proposé est fixé à un niveau équivalent à celui qui existe déjà en France pour les clients importants (distance inférieure à 50 km, capacité supérieure à 10 GWh/j, sans contrainte de durée minimale). EDF s'attendait à un tarif significativement plus bas dès lors que le TM de Dunkerque est situé à moins de 42 km du nouveau point d'interconnexion de Veurne et disposera d'une capacité d'émission de près de 580GWh/j (pour un terminal à 13 Gm<sup>3</sup>). La liaison entre le TM et Veurne est donc potentiellement économiquement viable par elle-même, à l'inverse des projets visés par le tarif de proximité habituel.

Compte tenu de l'importance accordée par les utilisateurs potentiels du TM à un accès ferme au marché belge, EDF souhaite souligner le rôle de premier plan que joue la tarification de la liaison TM-Veurne pour la souscription de capacités dans le TM.



#### **Q4 Que pensez-vous de la différence de tarification pour les capacités fermes et les capacités conditionnelles ?**

EDF est favorable à une différence de tarification entre capacités fermes et capacités conditionnelles et cela pour quatre raisons.

En premier lieu, l'engagement sur 20 ans demandé pour les capacités conditionnelles est considérablement plus long que l'engagement sur 10 ans demandé pour la réservation de capacités fermes. Cette disparité dans la durée de l'engagement doit se traduire par une décote sur le tarif appliqué aux capacités conditionnelles.

En deuxième lieu, le fait que ces capacités conditionnelles soient garanties à hauteur des flux émis par le TM pour chaque expéditeur permet d'utiliser la pression du terminal, suffisante pour atteindre la frontière, et donc de ne pas avoir recours aux services de compression (contrairement au gaz provenant du Franpipe), ce qui a un impact économique fort sur le coût du transport courte distance (économie des coûts de compression).

En troisième lieu, le GNL a généralement un PCS plus élevé que le gaz gazeux (au moins 5 %), conduisant à une réduction supplémentaire du coût unitaire du transport exprimé en unité énergétique.

En quatrième lieu, les différences de nature de capacités (fermes/conditionnelles) justifient une autre différence de tarif. En effet, en cas d'insuffisance des flux de gaz depuis le Franpipe, les capacités fermes réservées seraient maintenues et bénéficieraient alors des flux résiduels depuis le TM, alors qu'étant conditionnés par l'émission du terminal, les capacités depuis le TM ne bénéficieraient pas des flux résiduels depuis le Franpipe. Toutefois, EDF remarque que la différence de tarification proposée (ristourne de 30 %) ne correspond qu'à l'actualisation d'un engagement de 20 ans au lieu de 10 ans pour les autres expéditeurs et ne reflète pas le différentiel de coûts (pas d'utilisation des services de compression et différence de PCS) qui existe entre les capacités fermes et les capacités conditionnelles.

#### **Q5 Etes-vous favorable à la tarification envisagée concernant les capacités développées grâce à la station de désodorisation à Taisnières H ?**

EDF considère que l'installation d'une telle station de désodorisation ne constitue pas une réelle solution pour le développement de capacités fermes de transport de gaz naturel de la France vers la Belgique, dans la mesure où elle est particulièrement coûteuse pour la collectivité avec un bénéfice relativement faible.

En effet, une capacité de 80 GWh/j n'est pas à l'échelle d'une interconnexion entre deux pays, en particulier avec la forte augmentation des capacités d'importation en France (Espagne, Fos Cavaou, Dunkerque). De plus, des incertitudes techniques et administratives subsistent, notamment sur la question de l'acceptabilité du gaz désodorisé sur le réseau Fluxys et de son acceptabilité environnementale.

Concernant la tarification envisagée, EDF souhaite préciser que le tarif doit, d'une part, intégrer le coût du transport et, d'autre part, couvrir les coûts marginaux (coûts de la désodorisation).



#### **Q6 Voyez-vous un intérêt à la fixation d'un quota de capacités de court terme au point d'interconnexion de Veurne ?**

EDF est favorable à la fixation d'un quota de capacités de court terme à Veurne pour permettre au marché de respirer, dans la mesure où les coûts liés au surdimensionnement de l'interconnexion sont portés par la collectivité.

En effet, dès lors que ces capacités court-terme sont à la disposition de l'ensemble du marché (ce qui correspond aux orientations de l'EREG), elles doivent en conséquence être répercutées dans les termes collectifs du transport sur le réseau principal en France et non dans le tarif spécifique de l'interconnexion. Il est ainsi assuré que ce ne sont pas les expéditeurs, qui permettront la réalisation de l'interconnexion par leurs réservations de capacités long-terme, qui portent cette charge supplémentaire alors que son bénéfice est lui partagé par la collectivité.

#### **Q7 Que pensez-vous du déroulement envisagé pour l'*Open Season* ?**

EDF est en accord avec le déroulement envisagé de l'*Open Season* qui est conforme aux règles de l'EREG. Il conviendra toutefois de préciser que les engagements pour les capacités depuis le TM devront être conditionnés à la réalisation effective de ce terminal.

#### **Q8 Que pensez-vous des durées d'engagements qui pourraient être demandées au marché ?**

Un engagement de 20 ans n'est pas usuel dans les *Open Seasons* où en général seuls des engagements de 10 ans sont demandés. On peut toutefois accepter un engagement sur 20 ans pour autant qu'il se retrouve dans le tarif. C'est pourquoi EDF estime que le seul passage d'un engagement de 10 à 20 ans devrait correspondre à une baisse de 30% du tarif applicable.

#### **Q9 Que pensez-vous du calendrier envisagé ?**

EDF estime satisfaisant le calendrier envisagé même s'il est souhaitable que l'*Open Season* se déroule le plus rapidement possible, et qu'en tout état de cause les éventuels aléas relatifs à son déroulement ne retardent pas la date de mise en service envisagée.

EDF attire l'attention de la CRE sur l'importance que revêt pour elle la proximité de la mise en service de l'interconnexion et du TM (avril 2014). Dans le cadre des décisions d'engagements dans le TM à prendre prochainement, il serait extrêmement précieux de connaître le seuil de souscriptions long terme déclenchant l'investissement dans les toutes prochaines semaines.

Enfin, EDF souhaite que les principes tarifaires soient fixés avant le lancement de la phase engageante de l'*Open Season*.



**Q10 Selon vous, la mise en place de capacités « rebours fermes » de la France vers la Belgique grâce à des mécanismes de type « engagement de flux » présente-t-elle un intérêt par rapport aux capacités rebours existantes ?**

D'une façon générale, les engagements de flux sont une solution à promouvoir car elle permet de mettre en place des solutions court-terme d'accès à certains marchés pour l'ensemble des fournisseurs.

Dans le cas présent, il s'agit d'un horizon moyen long terme et il n'est pas certain, qu'à l'horizon concerné, les flux physiques soient toujours de la Belgique vers la France. Il convient également de noter que c'est justement en l'absence des flux descendants vers la France (arrêt des flux norvégiens en Belgique par exemple) qu'un flux depuis la France prend tout son sens. Or, ce flux ne serait pas réalisable avec un mécanisme d'engagements de flux au lieu d'une liaison physique. Aussi, compte tenu des capacités envisagées, de l'horizon de temps visé, et du développement d'une infrastructure amont conséquente (TM), cette solution ne devrait pas répondre aux besoins du marché.

Toutefois, la mise en place de cette interconnexion n'empêche pas que certains fournisseurs mettent en place des « engagements de flux » indépendamment de la construction d'une nouvelle interconnexion à Veurne.

**Q11 Avez-vous d'autres remarques ?**

La priorité est de déterminer un niveau tarifaire conforme aux fondamentaux économiques. En effet, comme le souligne la CRE dans sa consultation, dans la mesure où il n'existe pas à ce jour de capacité ferme de la France vers la Belgique, un tarif spécifique adapté à la réalité technique du projet est nécessaire. Ce tarif doit ainsi correspondre aux coûts marginaux de ce transport, c'est-à-dire à la quote-part de la canalisation de Pitgam à la frontière. Or de tels coûts marginaux sont fixes et une indexation sur le tarif d'entrée France à Taisnières H (qui évoluera dans le temps pour diverses raisons) ne nous semble pas justifiée.

EDF note également que la réalisation de cet investissement va fluidifier les échanges entre la Belgique et la France, développer la liquidité sur les marchés de gros et globalement profiter à tous les fournisseurs et clients finaux. Elle est donc d'intérêt général et il convient de ne pas augmenter artificiellement les engagements financiers des souscripteurs long terme par un tarif excédant les coûts marginaux. En effet, ce seront ces souscripteurs qui permettront à cet investissement d'être réalisé, au profit *in fine* de tous les acteurs du marché.

Enfin, EDF souhaite souligner que le TM peut fournir, aux conditions de marché, des services de flexibilité horaire au GRT pour ses besoins d'équilibrage. La création d'une liaison entre Pitgam et Veurne devrait rendre possible le transport de l'excédent de flexibilité infra-journalière jusqu'au marché belge, déficitaire en flexibilité intrajournalière, sans remettre en cause le principe général de l'équilibrage journalier en France.

Paris, le 17 mars 2010

ooOoo